

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime
et des Deux-Sèvres
ZI de Saint-Liguaire
4 rue Alfred Nobel
79000 NIORT

Niort, le 27/10/25

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ANTARGAZ

274 rue Jean Jaurès
79000 Niort

Références : 0007201337/2025-337

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/04/2025 dans l'établissement ANTARGAZ implanté 274 rue Jean Jaurès 79000 Niort. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ANTARGAZ
- 274 rue Jean Jaurès 79000 Niort
- Code AIOT : 0007201337
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le site Antargaz de Niort est un site de stockage de gaz. Ce site présente une zone de stockage de bouteilles de gaz ainsi que plusieurs réservoirs de stockage de gaz.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PMII (plan de modernisation des installations industrielles)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Récolement des écarts de la précédente inspection	Autre du 25/03/2024	Sans objet
2	1) Champ d'application démarche PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1	Sans objet
3	2) Recensement des réservoirs soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-1	Sans objet
4	5) Recensement des tuyauteries et capacités soumises au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Sans objet
5	7) Recensement des ouvrages soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Sans objet
6	MMR soumises au PM2I	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7	Sans objet
7	Modalités de suivi des MMR soumises au PM2I	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7	Sans objet
8	État initial et programme de surveillance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a relevé aucun écart lors de la visite du 28 avril 2025, les écarts de l'inspection précédente sont levés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Récolement des écarts de la précédente inspection

Référence réglementaire : Autre du 25/03/2024
Thème(s) : Risques accidentels, récolement
Prescription contrôlée : Écart 1 : La dernière révision du POI date d'octobre 2022, l'exploitant définit dans son POI à minima les éléments du point j) de l'article III.I.2.c.iii de l'arrêté ministériel du 26/05/2014 à savoir : les moyens et méthodes prévus pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 de l'arrêté du 26 mai 2014. Écart 2 et 3 : L'exploitant fait réaliser l'analyse du risque foudre si nécessaire par un organisme compétent. L'exploitant fait réaliser l'étude technique foudre si nécessaire par un organisme compétent. Écart 4 : L'exploitant apporte la preuve aux services de l'inspection des installations classées que les non-conformités relevées lors du dernier contrôle approfondi sont levées.
Constats : Écart 1 : premiers prélèvements environnementaux : L'exploitant indique que la révision du POI a été effectuée en ce sens et que l'analyse des produits de décomposition en cas de situation accidentelle conclut sur l'absence de produits toxiques et ou de décomposition en cas d'incendie important ou générant des inconvénients forts sur de grandes distances à suivre en phase accidentelle. L'exploitant a indiqué avoir utilisé le guide France Gaz Liquide et le DT126 de France Chimie. Écart 2 et 3 : analyse du risque foudre (ARF) – étude technique foudre (ETF) L'exploitant indique avoir pris attache d'une société spécialisée dans le risque foudre TelComTec qui s'est déplacée sur site et a répondu par écrit en date du 18 juillet 2024 que les modifications du site n'ont pas d'impact sur les données d'entrées de l'ARF et que dans ce cadre il n'est pas nécessaire de la mettre à jour. Écart 4 : Non-conformités relevées lors du dernier contrôle périodique foudre. Les non-conformités relevées lors du dernier contrôle périodique foudre étaient les suivantes : * La boîte de dérivation contenant le parafoudre est remplie d'eau, il conviendra soit de refaire l'étanchéité de la boîte, soit de la remplacer intégralement. * Reprendre le câblage des conducteurs actifs ne respectant pas la règle des 50cm du TGBT n°1 Armoire n°4. * Remplacer le porte fusible qui est cassé du TGBT n°1 armoire n°2. En séance l'exploitant a présenté les justificatifs de toutes les actions en lien avec les trois points non-conformes, cette traçabilité est présentée en séance sur le logiciel de GMAO de l'entreprise. L'inspecteur par échantillonnage a vérifié sur le terrain que la boîte de dérivation contenant le parafoudre avait bien été remplacée et ne présentait plus de trace d'eau.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : 1) Champ d'application démarche PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Champ d'application
Prescription contrôlée : Sauf mention contraire dans les articles concernés, le présent arrêté est applicable à l'ensemble des installations classées soumises à autorisation.
Constats : Le jour de la visite, l'exploitant indique avoir fait le recensement dès la mise en application de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010. L'installation est soumise à l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples. Il indique ne pas avoir d'installation dépendant du PMII hormis les mesures de maîtrise des risques instrumentées (MMRi) valorisées dans l'étude de dangers. De fait le recensement a été effectué lors de la rédaction de l'étude de dangers et potentiellement modifié lors de son réexamen.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : 2) Recensement des réservoirs soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs - recensement 04/10
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables aux réservoirs aériens cylindriques verticaux d'une quantité stockée : <ul style="list-style-type: none">- supérieure à 10 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou- supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 51 ou R. 51/53 ou les mentions de danger H411 ; ou- supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd ou H360Df. Sont exclus du champ d'application de cet article : <ul style="list-style-type: none">- les réservoirs faisant l'objet d'inspections hors exploitation détaillées en application du point 29-4 de l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé, et- les réservoirs pour lesquels une défaillance liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important lorsque l'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.
Constats : L'exploitant indique ne pas avoir de réservoir soumis au PMII sur le site de Niort.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : 5) Recensement des tuyauteries et capacités soumises au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Tuyauteries - recensement 04/10

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article sont applicables :

1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et
2. Aux capacités d'un volume supérieur à 10 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50, R. 50/53 ou les mentions de danger H400, H410 ; ou
3. Aux capacités d'un volume supérieur à 100 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411 ; ou
4. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, des préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou
5. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de danger H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411,

sauf si, dans le cas des équipements visés aux points 2 à 5, une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important. L'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.

Sont exclus du champ d'application de cet article :

- les canalisations visées par le chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement ; et
- les réservoirs de stockage visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé et par les articles 3 et 4 du présent arrêté ; et
- les tuyauteries et capacités visées par l'arrêté du 15 mars 2000 susvisé (...)

Constats :

L'exploitant indique ne pas avoir de tuyauterie soumise au PMII sur le site de Niort.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : 7) Recensement des ouvrages soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6
Thème(s) : Actions nationales 2025, Massif cuvette caniveau – recensement 04/10
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants : <ul style="list-style-type: none">- les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et- les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et- les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 du présent arrêté ; et- les caniveaux en béton et les fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante. (...)
Constats : L'exploitant indique ne pas avoir d'ouvrage soumis au PMII sur le site de Niort.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : MMR soumises au PM2I

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7
Thème(s) : Actions nationales 2025, MMR
Prescription contrôlée : Le présent article est applicable aux mesures de maîtrise des risques, c'est-à-dire aux ensembles d'éléments techniques et/ ou organisationnels nécessaires et suffisants pour assurer une fonction de sécurité, faisant appel à de l'instrumentation de sécurité visées par l'article 4 de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé et présentes au sein d'un établissement comportant au moins une installation seuil bas ou seuil haut définie à l'article R. 511-10 du code de l'environnement. Sont exclues du champ d'application de cet article les mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité dont la défaillance n'est pas susceptible de remettre en cause de façon importante la sécurité lorsque cette estimation de l'importance est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant indique que les seuls organes du site à être concernés par le plan de modernisation des installations classées sont les MMRI du site. Ces dernières sont suivies selon le plan de suivi et de test des MMR. L'exploitant indique que, de

par le statut de MMR ces installations sont maintenues et modernisées au besoin de façon à ce que les conclusions de l'étude de dangers ne soient jamais remises en cause.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Modalités de suivi des MMR soumises au PM2I

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7

Thème(s) : Actions nationales 2025, MMR

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise un état initial des équipements techniques contribuant à ces mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité.

A l'issue de cet état initial, il élabore un programme de surveillance des équipements contribuant à ces mesures de maîtrise des risques.

L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, soit sur la base d'une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.

Par ailleurs, pour les mesures de maîtrise des risques mettant en œuvre de l'instrumentation de sécurité dont il apparaît lors de l'état initial qu'elle n'a jamais fait l'objet d'un contrôle de bon fonctionnement, un tel contrôle est réalisé avant le 30 juin 2014.

Pour les équipements contribuant aux mesures de maîtrise des risques visées par le présent article et mis en service avant le 1er janvier 2011 :

- l'état initial est réalisé avant le 31 décembre 2013 ;
- le programme de surveillance est élaboré avant le 31 décembre 2014.

Pour les équipements contribuant aux mesures de maîtrise des risques visées par le présent article et mis en services à compter du 1er janvier 2011, l'état initial et le programme de surveillance sont réalisés au plus tard douze mois après la mise en service.

Constats :

L'exploitant indique que l'état initial a été réalisé à l'occasion de l'étude de dangers en 2014, la mise à jour est effectuée au cours de son réexamen.

A cette occasion l'exploitant met à jour la liste des MMR ainsi que les fiches MMR.

En séance, l'exploitant présente le listing des MMRI. Il précise que le programme de surveillance est établi sur la base du guide professionnel DT93 reconnu par le ministre chargé de l'environnement.

L'exploitant précise que selon le guide DT93 le vieillissement d'une MMRI dépend de :

- la connaissance de son état réel à un moment donné

Sur site, les MMRI sont suivies, contrôlées selon le programme de surveillance et testées selon le programme de test défini dans chaque fiche MMR. Toutes les actions sont gérées et historisées par le logiciel de GMAO de l'entreprise.

- de la connaissance que l'on a des mécanismes qui induisent sa dégradation, c'est-à-dire la perte progressive de son intégrité d'origine.

À la demande de l'inspecteur et par échantillonnage, l'exploitant présente la fiche MMRI-5 du site. Cette dernière fait état des modes de dégradation causant le vieillissement de chaque composant de la MMR. Ainsi la MMRI-5 peut être dégradée par une action mécanique (choc), par l'humidité (dégradation des composants électroniques), dégradé par la température, par contamination (impuretés dans l'huile hydraulique), par surpression.

- aux actions que l'on peut être amené à prendre pour atténuer ou annuler les effets de ces mécanismes de dégradation.

Conformément au DT93 partie 5, à chaque mode de dégradation correspond un moyen de prévention pour prévenir le vieillissement de la MMRI.

Pour le site Antargaz de Niort, les moyens de prévention apparaissent dans chaque fiche "composant MMRI". Dans le cas du clapet de commande hydraulique de la MMRI-5, les moyens de protections correspondent à une enveloppe inoxydable, la présence d'un fritté de protection pour éviter le colmatage; un matériel ATEX, une pression de service de 20 bars, une plage de températures d'utilisation allant au delà des températures rencontrées dans la région (-20°C-85°C), un fusible de protection en cas de dépassement des 85°C.

Le programme de surveillance est formalisé dans un programme de test ayant la référence LIS 011. Le tableau des contrôles périodiques s'y trouvant permet la réalisation des tests en respectant les fréquences et l'alimentation de la GMAO lorsque ces derniers sont réalisés.

Les étapes du cycle de vie de l'appareil sont spécifiées dans la fiche, elles détaillent notamment le personnel autorisé à effectuer l'action et renvoie à la procédure liée, par exemple, l'inhibition et la consignation ne peut être réalisée que par le personnel du site et la procédure est la suivante : "instruction contrôle des clapets hydrauliques".

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : État initial et programme de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8

Thème(s) : Actions nationales 2025, MMR

Prescription contrôlée :

L'état initial, les programmes d'inspection ou de surveillance ainsi que les plans d'inspection ou de surveillance mentionnés aux articles 3 à 7 peuvent être établis selon les recommandations de guides professionnels reconnus par le ministre chargé de l'environnement.

Ces guides définissent :

- les règles d'estimation de l'importance du risque environnemental lorsque les articles précédents le prévoient ;
- les règles de réalisation de l'état initial ;

- les modalités d'établissement des plans d'inspection ou de surveillance et de maintenance éventuelle ;

- le délai de mise en application des révisions du guide lors de chaque révision.

Pour chaque équipement ou ouvrage mentionné aux articles 3 à 7 et pour lequel un plan d'inspection et de surveillance est mis en place, l'exploitant élabore un dossier contenant :

- l'état initial de l'équipement ;

- la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis ;

- les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles ;

- les interventions éventuellement menées.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est aisément consultable lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées.

Ce dossier peut constituer le dossier mentionné au 3 de l'annexe I de l'arrêté du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier, du livre V du code de l'environnement.

Lorsque les documents mentionnés ci-dessus sont établis sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, les révisions du guide sont prises en compte par l'exploitant dans le délai fixé par ces révisions.

Constats :

L'exploitant a effectué l'état initial de la MMRI inspectée (MMRI-5) lors de la rédaction de l'étude de danger. S'agissant d'une MMRI il s'agit d'un système normé avec une probabilité de défaillance connue.

Le programme de surveillance de la MMRI prend bien en compte chaque élément constitutif de la MMRI.

Voir la partie confidentielle.

Type de suites proposées : Sans suite